

France/Au lendemain de son investiture

Macron choisit un Premier ministre de droite modérée

AFP
Paris/France

Le député-maire LR du Havre Edouard Philippe a été chargé de former le nouveau gouvernement qui devrait être rendu public en fin de journée.

LE nouveau président français Emmanuel Macron a nommé hier son Premier ministre, Edouard Philippe, un élu de la droite modérée, avant de se rendre à Berlin, signe de la priorité donnée à la relance européenne et à l'axe franco-allemand. Le choix de ce député de 46 ans, hors du parti présidentiel République en Marche, reflète la volonté affichée de rassemblement du centriste pro-européen, tenu de séduire une partie de la droite pour obtenir une majorité lors des législatives de juin et mener ses réformes libérales et sociales. Lors de la passation de pouvoirs avec son prédécesseur socialiste Bernard Cazeneuve, M. Philippe s'est revendiqué "homme de droite", en soulignant que "l'intérêt général doit guider tout engagement". Inconnu du grand public, le nouveau chef du gouvernement élu député-maire du Havre (nord-ouest) sous

l'étiquette de droite Les Républicains (LR) et proche de l'ancien Premier ministre Alain Juppé, avait, dans sa jeunesse, milité pour le socialiste Michel Rocard et sa ligne sociale-démocrate. La composition du nouveau gouvernement, annoncée ce mardi, sera un autre test pour M. Macron, élu sur la promesse de dépasser le clivage traditionnel droite-gauche. Le plus jeune président de France a promis dimanche de "rassembler et réconcilier" les Français. Il a aussi souhaité "que la mondialisation et l'ouverture de (la France) profitent à chacun". La nomination de M. Philippe a suscité une pluie de réactions dans la classe politique française, chamboulée après une présidentielle marquée par le score historique de l'extrême droite et l'élimination tout aussi historique des candidats de la droite et de la gauche socialiste dès le premier tour. Une vingtaine d'élus de la droite et du centre ont loué "un acte politique de portée considérable" et estimé que leurs partis devaient "répondre à la main tendue". Mais le secrétaire général de LR, Bernard Accoyer, a mis l'accent sur "une décision individuelle" de M. Philippe, tandis qu'Alain Juppé, tout en saluant la



Photo : AFP

Le député-maire Les Républicains du Havre Edouard Philippe (à gauche) est le Premier ministre choisi par le président Emmanuel Macron.

nomination de son ancien poulain ayant "toutes les qualités" pour le poste, réaffirmait son soutien aux candidats de droite aux législatives. **BERLIN SUR SES GARDES** • "La droite vient d'être annexée", a estimé le héraut de la gauche radicale Jean-Luc Mélenchon, fort de près de 20% des voix au 1er tour de la présidentielle, en appelant à une "cohabitation" grâce à une majorité de gauche à l'Assemblée. Marine Le Pen (extrême droite), battue à la présidentielle par M. Macron, a quant à elle raillé "l'alliance sacrée des vieilles droite et gauche, unies dans leur volonté de (...) poursuivre les mêmes politiques d'austérité, de soumission à Bruxelles, d'immigration

massive et de laxisme". Peu après cette annonce, le nouveau président s'est rendu à Berlin - son premier déplacement à l'étranger - afin de s'attacher à une autre de ses grandes priorités : l'Europe. Il y a entamé en fin d'après-midi un entretien avec la chancelière Angela Merkel, elle-même confortée par une victoire électorale régionale dimanche, avant les législatives allemandes de septembre. "Il y a un souhait de travail conjoint sur quelques priorités : la sécurité, l'économie, les investissements et la protection sociale, avec la lutte contre le dumping ainsi que le sujet des travailleurs détachés", précise-t-on dans l'entourage présidentiel français.

"Je serai dans un esprit d'ouverture et de grand sympathie", a de son côté indiqué Mme Merkel hier, avant cette rencontre, soulignant avoir "entière confiance" dans la capacité de M. Macron à améliorer la situation en France. "Il va défendre les intérêts de la France, je vais défendre les intérêts de l'Allemagne, mais je suis sûre qu'il y aura un nombre si grand de points communs" qu'une coopération sera possible, a-t-elle dit, sans mentionner la question des traités européens que M. Macron veut renégocier. M. Macron a plaidé en faveur d'un "traité fondateur" en Europe, en particulier pour permettre une plus grande intégration de la zone euro, avec un ministre des Finances, un budget autonome doté d'une "capacité d'emprunt" et une implication de parlementaires de la zone euro. Autant de sujets qui risquent de crispier la chancelière et son parti chrétien-démocrate (CDU), très attachés à l'orthodoxie financière, en particulier à la règle européenne des 3% de déficit public, que la France peine à respecter. Berlin a répété hier qu'un changement des traités européens "à l'heure actuelle" n'était "pas réaliste".

L'Afrique en bref

- **Centrafrique/Viols. Des militaires ougandais en accusation**
Plusieurs femmes ont été abusées sexuellement par des militaires ougandais déployés dans l'est de la Centrafrique entre 2009 et avril 2017, dénonce l'ONG Human Rights Watch dans un rapport publié hier.
- **Mali/Enlèvement. Des employés de la Croix-Rouge aux mains de jihadistes**
Des employés maliens de la Croix-Rouge ont été enlevés dimanche soir dans la région de Mopti, dans le centre du Mali, par des jihadistes présumés.
- **Nigeria/Violences. Vingt agriculteurs tués dans le centre**
Vingt agriculteurs qui priaient dans une mosquée ont été tués samedi par des éleveurs armés dans le centre du Nigeria, a déclaré hier la police.
- **RDCongo/Violences. 390 miliciens et 124 forces de l'ordre tués depuis mars au Kasai**
390 miliciens et 124 membres des forces de l'ordre ont été tués depuis fin mars dans le Kasai, région du centre de la République démocratique du Congo secouée par des violences impliquant miliciens, policiers et soldats, selon l'armée.

Côte d'Ivoire/Troubles

Les soldats mutins continuent de réclamer leurs primes

AFP
Bouaké/Côte d'Ivoire

Des tirs nourris ont retenti hier à Abidjan, Bouaké, Korhogo et San Pedro.

LES mouvements de mutinerie qui troublent la Côte d'Ivoire depuis vendredi ont repris hier à Bouaké (centre) et Abidjan notamment où des soldats mutins réclament des primes qu'ils disent non payées. "Ce n'est pas un coup d'Etat. Nous voulons nos primes. Le président (Alassane Ouattara) a signé un papier pour dire qu'il était d'accord pour nos primes. Quand il paiera, on rentrera chez nous", a déclaré sous couvert d'anonymat un porte-parole des mutins au camp du 3e bataillon d'infanterie de Bouaké, épicentre de la mutinerie. "On ira jusqu'au bout. On ne baissera pas les armes. Nous sommes les 8 500 qui avons porté Ouattara au pouvoir, on ne veut pas le faire partir mais il doit tenir sa parole. C'est simple", a-t-il ajouté. Ce contingent de Bouaké correspond aux anciens rebelles qui ont soutenu Allassane Ouattara pendant la crise électorale de 2010-2011 et qui ont ensuite été intégrés à l'armée. Ce sont

eux qui avaient lancé les premiers mouvements de mutinerie en janvier. Le porte-parole des mutins était entouré de soldats exhibant des armes neuves et des cartouches rutilantes, ponctuant les propos de leur camarade de rafales tirées en l'air. Sollicitées par l'AFP, les autorités ivoiriennes gardaient le silence hier. La situation était aussi tendue à Korhogo où des soldats en colère ont tiré en l'air, créant un vent de panique dans la ville, la principale du nord du pays. Dans cette région, les policiers, gendarmes et douaniers ont déserté les différents postes frontaliers, alors que le trafic routier avec le Mali, le Burkina et vers le Niger était paralysé. A San Pedro, deuxième port de Côte d'Ivoire, stratégique pour l'exportation de cacao dont le pays est le premier producteur mondial, des tirs "assourdissants retentissaient dans la zone portuaire", selon des témoins. A Man (ouest), Bondoukou (est) et Daloa (centre), des tirs sporadiques étaient entendus. **TIRS AU PLATEAU** • Alors que la situation dans la capitale économique Abidjan avait été calme pendant le week-end, de nombreux tirs y ont retenti hier matin en



Photo : AFP

Des soldats de la Garde républicaine postés au coin d'une rue menant au Camp d'Akouedo où de nombreux tirs ont retenti hier.

provenance des deux camps militaires d'Akouedo, formant la plus grande caserne du pays, selon une habitante qui réside entre les deux enceintes. Des tirs étaient également audibles en provenance du camp Gallieni, au Plateau, qui avait été un des points chauds de la journée de vendredi. Le Plateau, quartier administratif - siège de la présidence, du gouvernement et du Parlement - et des affaires d'Abidjan était totalement désert. Les grands magasins, les banques et tous les bureaux ont fermé. Un important cordon sécuritaire a été déployé autour du palais présidentiel, alors que les locaux de la radio natio-

nale étaient puissamment gardés par des hommes de la sécurité présidentielle. "Ils (le gouvernement) croient que c'est fini à Abidjan, ils vont voir... Akouedo, Gallieni, c'est nos frères, on est tous pareils. On a des téléphones, on se parle", avait souligné dimanche soir un des mutins de Bouake. Les principales voies d'accès vers Akouedo, notamment le boulevard François Mitterrand, une autoroute urbaine, étaient fermées, empêchant les habitants de l'est de la ville de se rendre au centre d'Abidjan. Le lycée français Blaise Pascal qui se trouve non loin de la zone a été fermé, ainsi que l'école Jacques Prévert, le consulat de France recom-

mandant d'éviter tout déplacement. A l'instar de plusieurs entreprises, la Banque africaine de développement a demandé à ses employés de "rester chez eux (...) la situation sécuritaire" n'étant "pas claire pour le moment à Abidjan". Les mutins réclament les reliquats des primes promises par le gouvernement après les mutineries de janvier qui ont ébranlé le pays. A l'époque, ils avaient réclamé 12 millions de francs CFA de primes pour chacun d'eux (des sommes importantes pour le pays), et obtenu le versement dès janvier de 5 millions. On leur avait promis les 7 millions restants par tranche à partir de ce mois de mai. Jeudi, un représentant de soldats avait annoncé renoncer aux revendications financières, lors d'une cérémonie en présence du président Alassane Ouattara et d'autres soldats, qui se voulait un point final à la protestation des forces de sécurité. Loin d'apaiser la situation, cette cérémonie a en fait déclenché un nouveau mouvement d'humeur, dans ce pays d'Afrique de l'Ouest durement touché par l'effondrement des cours du cacao, vital pour son économie.

A travers le monde

- **Brésil/Corruption. Lula fixé sur son sort fin juin**
L'emblématique ex-président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva, accusé d'avoir reçu des pots-de-vin dans le cadre du vaste scandale Petrobras, devrait être fixé sur son sort fin juin, une décision qui pourrait sceller ses ambitions de retour au pouvoir.
- **Israël/Diplomatie. Le nouvel ambassadeur américain controversé débarque**
David Friedman, proche de Donald Trump et connu pour ses positions controversées en faveur notamment de la colonisation, est arrivé hier en Israël pour prendre ses fonctions d'ambassadeur des Etats-Unis, à quelques jours de la visite très attendue du président américain.
- **Syrie/Conflit. Le régime en passe de contrôler totalement Damas**
Le régime syrien est sur le point de rétablir son autorité sur la totalité de Damas après six ans de guerre qui ont causé des destructions dans des quartiers périphériques et des mouvements de population.